

Madame le Premier ministre Sheikh Hasina: Protégez le droit à la liberté de religion, de croyance et d'expression au Bangladesh

Nous soussignés, universitaires, intellectuels, défenseurs des droits de l'homme et organisations du Bangladesh et du monde entier, **condamnons sans réserve les récentes déclarations des membres du gouvernement bangladais liées à l'assassinat des écrivains, éditeurs et militants par des extrémistes liés à des groupes islamistes.**

En effet ces déclarations laissent à penser que ces écrivains, éditeurs et militants ont eux-mêmes provoqué ces attaques en publiant ou promouvant des écrits et propos « diffamatoires » et « blasphématoires ».

Nous exhortons le gouvernement du Bangladesh à prendre immédiatement des mesures pour protéger vigoureusement les droits à la liberté de religion, de croyance et d'expression, tant en paroles qu'en actes.

Depuis février 2015, il y a eu six attaques meurtrières contre des écrivains, blogueurs et éditeurs athées, humanistes et laïques au Bangladesh, chaque fois par des militants armés de machettes. Le 26 février 2015, Avijit Roy, fondateur du forum de la libre pensée Mukto-Mona, a été tué au moment où il quittait une foire du livre où il s'était rendu avec sa femme, l'auteur et militante Rafida Bonya Ahmed. Ahmed a survécu, mais a été grièvement blessé. Le 30 mars 2015, Washiqur Rahman a été tué par un groupe d'extrémistes sur le chemin de son travail. Le 12 mai 2015, Ananta Bijoy Das a été tué de la même façon. Le 7 août 2015, Niloy Neel a été tué par six hommes qui avaient réussi à s'introduire dans sa maison, ont enfermé son compagnon dans une pièce et l'ont battu à mort. Le 31 octobre 2015, Faisal Arefin Deepan, éditeur musulman de livres laïques, a été tué dans sa maison d'édition. Le même jour, trois autres — Ahmedur Rashid Tutul, Tariq Rahim et Ranadipam Basu — ont été grièvement blessés dans une attaque similaire dans une autre maison d'édition. Et, le 6 avril 2016, Nazimuddin Samad, étudiant en droit, a été attaqué et tué alors qu'il rentrait chez lui après les cours.

Des croyants, des activistes LGBT et des professeurs d'université ont également fait l'objet de menaces et d'attaques armées. Entre octobre et décembre 2015, 37 chefs religieux chrétiens ont reçu des menaces de mort. Le 27 novembre 2015, des hommes armés ont attaqué une mosquée chiite, tuant une personne et en blessant trois autres. Le 25 décembre 2015, un kamikaze a blessé trois personnes dans une mosquée ahmadie. Le 21 février des activistes ont tué un prêtre hindou et blessé un croyant. Le 15 mars 2016, un religieux chiite a été tué. Le 23 avril 2016, le professeur d'université anglais Rezaul Karim Siddique a été frappé à mort à la machette en se rendant à son travail. Le 24 avril un autre croyant hindou a été tué. Le 25 avril 2016, Xulhaz Mannan, rédacteur en chef du premier magazine LGBT du Bangladesh, et son ami Mahbub Tanay, militant des droits LGBT et comédien, ont été poignardés à mort. Et le 30 avril 2016, un tailleur hindou, précédemment arrêté et emprisonné pour avoir prétendument fait des commentaires désobligeants sur le Prophète Muhammad, a été frappé à mort à la machette.

Tandis que plusieurs de ces attaques ont été revendiquées par des groupes terroristes locaux tels qu'Ansarullah Bangla Team et Ansar-al Islam, la branche bangladaise d'Al-Qaïda du sous-continent indien, d'autres ont été revendiquées par Daesh (ISIL).

La réponse du gouvernement du Bangladesh à ces attaques a été extrêmement décevante ; la réponse aux attaques contre les athées et les militants laïques a été particulièrement décourageante. Pour le moment, personne n'a été tenu responsable et peu de charges ont été retenues à la suite des arrestations effectuées. **Certains athées et laïques publiquement ciblés et menacés de mort par ces groupes islamistes, ont été priés par le gouvernement de s'autocensurer ou de s'exiler alors qu'ils réclamaient la protection de la loi.** Par ailleurs, de nombreux activistes menacés sont réticents à appeler la police, par crainte d'être condamnés au titre

de la Loi sur l'Information, la Communication et la Technologie qui criminalise les propos « blasphématoires » et les « insultes au sentiment religieux ».

Les autorités gouvernementales ont été incapables d'agir pour assurer aide et protection aux athées ou laïcs menacés, ou condamner publiquement les meurtres. Ils ont préféré se distancer des victimes en allant même jusqu'à les blâmer pour les violences qu'elles ont subies. Après le meurtre de Niloy Neel, le premier ministre Sheikh Hasina a ainsi déclaré : « Vous ne pouvez pas attaquer la religion d'autrui. Vous devez arrêter de faire cela. Il ne sera pas toléré que l'on blesse le sentiment religieuses d'autrui ».

Après l'assassinat récent de Nazimuddin Samad, le ministre de l'Intérieur Asaduzzaman Khan a déclaré que l'enquête consisterait en partie à « vérifier s'il a écrit quoi que ce soit de répréhensible sur ses blogs, » suggérant qu'une certaine justification pourrait être trouvée à la mort de Samad. Le ministre a également ajouté : « Les blogueurs, ils devraient contrôler leurs écrits(...) Je veux dire que les gens devraient faire attention à ne blesser personne dans tout ce qu'ils écrivent – offenser quelque religion, quelque croyance collective, quelque chef religieux que ce soit ».

Quelques jours plus tard, le Premier ministre Hasina faisait état des mêmes sentiments, déclarant à propos des blogueurs laïques. « Je considère ces écrits non comme de la pensée libre, mais comme des mots obscènes. Comment peut-on écrire de telles choses ? Il est totalement inacceptable que l'on écrive contre notre prophète ou d'autres religions. Pourquoi le gouvernement serait-il responsable si ces écrits entraînent des incidents fâcheux ? Tout le monde devrait respecter la décence. Sinon le gouvernement ne saurait être responsable de quelque comportement sauvage que ce soit ».

Il n'est pas nécessaire d'être d'accord avec les opinions religieuses d'une autre personne pour reconnaître son droit d'exprimer ces opinions et de vivre en paix en la matière. La réponse à une expression que l'on désapprouve ne doit pas être la violence, mais l'argumentation contraire.

Ces meurtres d'écrivains, de blogueurs, d'éditeurs, de militants et de croyants innocents — tout simplement pour avoir exercé pacifiquement leurs libertés fondamentales — volent au Bangladesh des esprits brillants et de courageux défenseurs des droits de l'homme. Il est inexcusable que les autorités gouvernementales aient pris le parti des extrémistes violents, demandé à leurs citoyens de s'autocensurer, et échoué à protéger les victimes ou à demander des comptes aux assassins.

Le Bangladesh s'est engagé à protéger les droits humains fondamentaux. La Constitution garantit à tous les citoyens le droit à la vie (article 32), la liberté de conscience et d'expression (article 39), et la liberté de religion (article 41). En outre, le Bangladesh est signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui protège le droit à la vie (article 6), le droit de ne pas être discriminé pour divers motifs (article 2), la liberté de pensée, de conscience ou de religion (article 18), et la liberté d'expression (article 19).

Ces droits incluent la liberté d'adhérer ou non à une croyance religieuse, de changer ou de quitter une religion ou une croyance, de respecter et de pratiquer une religion ou une croyance, que ce soit individuellement ou au sein d'une communauté, et de parler librement ou de participer au débat public en mettant en avant ses croyances, idées ou convictions, sans craindre d'éventuelles représailles, attaques ou répressions gouvernementales.

Par conséquent, nous appelons :

- Le gouvernement bangladais à protéger énergiquement l'exercice de la liberté de religion, de croyance et d'expression, les athées, les laïques, les minorités religieuses qui sont menacés, et tous ceux qui exercent leurs droits dans leur pays ;
- les autorités gouvernementales du Bangladesh à cesser, dans des déclarations publiques, d'invoquer la religion comme prétexte pour refuser les droits de certains Bangladais, et à condamner avec force et vigueur les attaques violentes contre les athées, les laïcs, les minorités, et tous ceux qui exercent leurs droits dans leur pays ;

- Le gouvernement du Bangladesh à mener des enquêtes rapides, approfondies, efficaces, indépendantes et impartiales sur les meurtres commis depuis février 2015, et veiller à ce que tous les responsables soient traduits en justice dans le cadre de procès équitables respectant les normes internationales ;
- La communauté internationale à accroître son soutien et fournir une assistance au Bangladesh pour faire face à cette crise des droits humains.

Lettre originale avec les signatures:

<http://bit.ly/CFIBangladeshJointStatement>